

Objet : Lettre de renouvellement d'engagement au Pacte Mondial

Monsieur le Secrétaire général,

Par cette lettre, je tenais à renouveler l'engagement pris par Gagneraud Construction Normandie, à soutenir les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, aux droits du travail, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Gagneraud Construction Normandie adhère depuis 2010 au Pacte Mondial, et cet engagement traduit notre volonté de faire progresser ces principes dans notre zone d'influence et de les mettre en œuvre dans nos actions et nos comportements. Nous sommes convaincus de la nécessité de faire avancer collectivement les objectifs des Nations Unies, en matière de développement durable, et de la nécessité de les partager avec nos collaborateurs, clients et partenaires.

Nous continuerons également à respecter l'exigence de publication annuelle d'une Communication sur le Progrès (CoP), afin d'illustrer notre responsabilité et notre volonté de transparence concernant nos engagements, nos résultats et nos objectifs d'amélioration.

En tant que Directeur régional, j'ai le plaisir de vous transmettre la communication sur le progrès relative à l'année 2013.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments distingués.



Guy GERARDIN

Pacte Mondial de l'ONU
Communication sur le progrès
Gagneraud Construction Normandie
Année 2013

Droits de l'homme

SOCIAL

- *Actions de la caisse d'entraide Normandie*

La répartition des aides financières en 2013 a été réalisée ainsi :

- 5290€ de prime de rentrée, contre 4520€ en 2012 soit une augmentation de 17 % ;
- 1640€ de participation aux vacances des enfants, contre 850€ en 2012 soit une augmentation de 93 % ;
- 9500€ de prêt, contre 9360€ en 2012 soit une augmentation de 1,5 % ;
- 3160€ de dons exceptionnels, contre 5100€ en 2012 soit une baisse de 38%.

Au total, le montant des aides financières de la caisse d'entraide a été de 19590€ contre 19830€ en 2012 soit une baisse d'un peu plus de 1% principalement due à moins de dons exceptionnels.

- *Aides au logement*

Nous avons spécialisé une assistance sociale pour gérer les problématiques liées au logement et aux problèmes financiers.

D'autre part, nous avons mis en place une carte individuelle, pour les salariés qui le souhaitent, permettant d'avoir accès au service logement en se connectant à l'espace service personnalisé.

- *Formation en faveur des sapeurs-pompiers de la seine maritime*

Le service formation des Sapeurs-Pompiers de la Seine Maritime a sollicité la FRTTP de Normandie afin de mettre en place un programme de formation « engins de TP » destiné aux chefs de groupe de Sauvetage Déblaiement.

La FRTTP a confié à Marc PROUET Président de la Commission Sécurité et Conditions Travail de la FRTTP la réalisation de ce programme et sa mise en œuvre.

Avec l'aide de son entreprise « GAGNERAUD CONSTRUCTION » et notamment Patrice PAUMELLE Directeur technique TP et matériel, il a bâti un programme sur 1 journée.

La 1^{ère} journée de formation s'est déroulée le 5 juin 2013 :

Matinée 9h00 à 12h00 (théorie) dans l'entreprise GAGNERAUD

- Préambule et généralités
- Le matériel et l'adaptation
- Les types d'engins
- Particularités des engins
- Modalités de mise en œuvre pour l'entreprise
- Modalité d'utilisation sur le terrain et contraintes spécifiques

Après-midi 13h30 à 16h00 (pratique) Chez Régis BTP

Après un déjeuner à la caserne des Sapeurs-Pompiers de Rouen, Mr Yvan GUEUDER Président de la société Régis BTP à Saint Etienne du Rouvray a accueilli le groupe au sein de son agence.

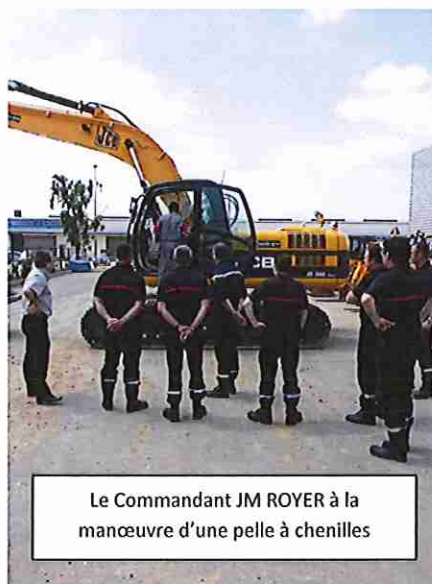
Nous tenons à le remercier pour son accueil, sa disponibilité et son investissement avec la mise à disposition pour le groupe d'un technicien et des engins du parc. Le groupe de Sapeurs-Pompiers a découvert les engins (gabarit, angles morts, ...) et par la même occasion il les a manœuvrés.



Manœuvre d'un télescopique
par un Sapeur-Pompier



Découverte du parc matériel et des
engins



Le Commandant JM ROYER à la
manœuvre d'une pelle à chenilles

Cette formation a été un succès, de ce fait, deux nouvelles journées de formation ont été programmées pour deux autres groupes, en septembre et en octobre 2013.

Normes au travail

Conditions de travail

- *Investissement au laboratoire*

En 2013, nous avons investi dans une nouvelle machine pour notre laboratoire de contrôle.

L'extracteur automatique de bitume est une installation de conception nouvelle pour réaliser les essais sur les bitumes selon la norme EN 12697-1.

L'extracteur automatique de bitume est utilisé pour le lavage et la séparation d'un échantillon d'enrobé entre le liant et les granulats.



L'échantillon d'enrobé introduit à l'état chaud ou froid dans le cylindre à tamis, est lavé par du solvant.

Les matières minérales restent dans le cylindre à tamis (0,063 millimètres).

Le reste est séparé par centrifugation. La solution est ensuite distillée pour séparer le solvant du bitume.

Le solvant utilisé est nettoyé, refroidi et réinjecté dans le circuit pour d'autres essais.

L'appareil fonctionne en circuit fermé ce qui permet d'éviter l'exposition aux vapeurs de solvant, apportant une amélioration des conditions de travail au sein du laboratoire.

- *Nouveautés dans le packaging annuel*

En 2013, en partenariat avec le CHSCT il a été décidé de fournir un sac au personnel de chantier afin de permettre de transporter les équipements de protection individuelle, dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité.



Le modèle qui a été choisi est le sac marin « S.W.A.T ».

Pratique, il offre un volume de rangement de 76L et est doté d'une poche circulaire zippée sur le fond du sac, permettant d'isoler les chaussures du reste des équipements de protection individuelle.

- *Prévention*

L'analyse des sinistres a mis en évidence une diminution du nombre d'accidents en 2013 par rapport à 2012.

Année	Total au 31 décembre Tous véhicules confondus
2012	42
2013	35

Analyse des sinistres au 31 décembre Tous véhicules confondus			
Année	Responsables à 100%	Responsables à 50%	Non responsables
2012	22	4	16
2013	20	2	13

Nous avons continué à équiper nos salariés de protections auditives moulées. Actuellement 196 sont équipées sur 230, soit une moyenne régionale de 85%. Notre objectif à terme est d'atteindre 100%. Cet équipement permet une protection optimum tout en gardant un confort de travail.

Nous avons engagé une démarche de substitution des essences actuellement utilisées sur nos chantiers. Nous testons une essence alkylate ASPEN qui ne contient pratiquement aucune substance nocive lui permettant de ne plus être classée CMR.

[illegible][illegible]

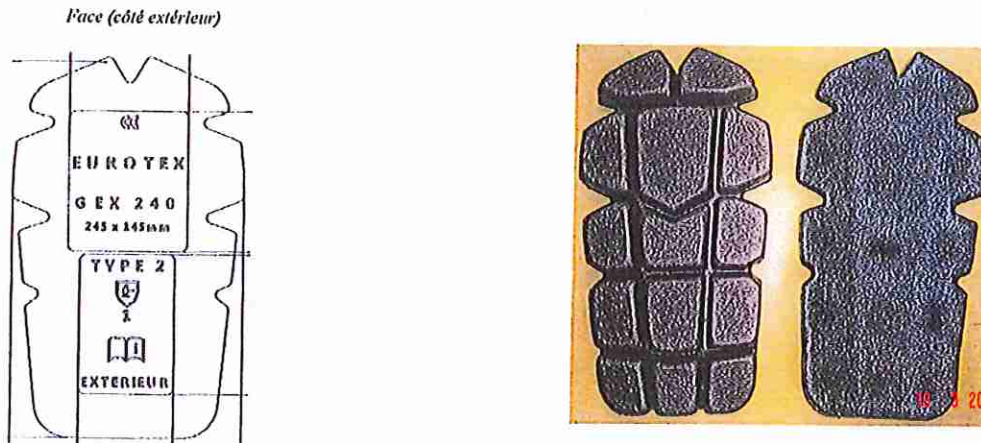
* substances chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction

4. Nouvelles mousses de protection pour lutter contre les problèmes de genoux

Suite à des réclamations de nos salariés sur le manque de confort et de qualité des mousses de travail en place depuis 2011, nous avons changé de modèle.

Les nouvelles mousses sont de forme parallélépipédique permettant beaucoup plus de souplesse et de confort, tout en respectant les normes en vigueur (EN 14404 +A1 2010 type 2).

Le modèle GEX 240 a été choisi car il occupe pleinement le volume de la poche prévue à cet effet.



Fin 2013, tout le personnel* de chantier a reçu dans son paquetage annuel au moins un pantalon équipé de genouillères.

* mise à part le personnel équipé de vêtements multirisques car cette option n'est pas disponible pour ces produits spécifiques.

- *Pénibilité au travail*

En 2013, nous avons travaillé sur le thème de la réduction de la polyexposition.

Bruit

- augmentation du nombre de personnes équipées de bouchons moulés ;
- préconisation d'un modèle de disque silencieux suite à des essais comparatifs sur chantier.

Postures pénibles

- achat de quinze établis spéciaux limitant les postures de travail dos courbé ;
- fourniture de nouvelles mousses de protection permettant de lutter contre l'hygroma du genou.

Vibrations

- préconisation d'outils équipés de poignée anti vibratile ;
- mise à disposition de gants antivibrations.

Port de charges lourdes

- installation d'un portique dans l'atelier permettant la manutention des roues de poids lourds ;
- achat pour le laboratoire d'une table de manutention permettant de déplacer sans risques les échantillons conséquents de matières minérales ou d'enrobés bitumineux.

Lutte contre la discrimination

L'effectif de Gagneraud Construction Normandie comptait 508 personnes en 2013, dont :

Catégorie	2012 (effectif 511 personnes)		2013 (effectif 508 personnes)	
Femmes	51	10.0 %	52	10.2%
Personnes handicapées	14	2.7 %	12	2.4%
Personnes de + de 55 ans	51	10.0 %	48	9.5%

- *Egalité hommes/femmes*

Bien que légèrement en hausse, la proportion de femmes reste assez faible au sein de l'entreprise. Cela s'explique principalement par la nature du secteur d'activité auquel appartient l'entreprise. Tous les postes à pourvoir sont ouverts aux candidatures tant masculines que féminines, y compris pour les postes ouvriers. La direction veille au quotidien au respect de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

- *Emploi des salariés de 55ans et plus*

Une légère baisse est constatée par rapport à 2012, due aux départs en retraite ayant eu lieu en 2013.

- *Emploi des travailleurs handicapés*

La direction remplit ses obligations au titre de la déclaration annuelle d'emploi des travailleurs handicapés. En 2013, on compte 12 personnes handicapées en poste dans l'entreprise contre 14 en 2012.

- *Droit à la formation*

En 2013, le coût total de la formation a été de 410 225€ correspondant à 9207h.

✚ *Bilan par catégorie socioprofessionnelles :*

	2012	2013
Ouvriers	56%	62%
ETAM	23%	28%
Cadres	21%	10%

Comme en 2012, le bilan de l'année 2013 par catégorie socioprofessionnelles illustre une progression du pourcentage de la catégorie des ouvriers plus élevée que celles des ETAM et des cadres.

✚ *Bilan par types de formation :*

	2012	2013
Informatique	4.6%	4.4%
Juridique	4.6%	1.7%
Management	15.0%	17.1%
Sécurité	50.9%	63.2%
Technique	24.9%	13.6%

Comme en 2012, on remarque que la priorité a été donnée à la sécurité, le management et la technique.

- *Maintien dans l'emploi*

En 2013, un comité de maintien dans l'emploi a été mis en place ; il est composé du service des ressources humaines, du responsable sécurité et du médecin du travail de Rouen.

Ce comité se réunit tous les trimestres afin d'anticiper et de discuter de salariés nécessitant un suivi particulier dans le cadre du maintien dans l'emploi. Fin 2013, un deuxième comité a été créé sur la région du Havre avec le médecin du travail du Havre.

- *Insertion*

En 2013, nous avons embauché en contrat à durée indéterminée, 3 personnes à l'issue de leur contrat d'apprentissage.

Environnement

- *Suivi des consommations de carburant par type de véhicule*

La mise en place de notre nouveau logiciel ALX nous a permis de suivre les consommations de carburant de l'ensemble de notre parc de véhicules.

Nous avons établi ainsi une consommation moyenne suivant le type de véhicule :

	Véhicules de tourisme	Véhicules utilitaires légers	Véhicules utilitaires	Poids lourds
Moyenne annuelle (L/100Km)	5.7	6.8	13.7	48.5

Courant 2013, la direction a décidé de modifier l'organisation des réunions mensuelles de suivi de comptes des différentes activités de Gagneraud Construction Normandie, afin d'optimiser les déplacements des personnes concernées (directeur régional, directrice des affaires financières, chefs d'agence, conducteurs principaux).

Jusqu'à maintenant ces réunions avaient systématiquement lieu à la direction régionale de Petit-Quevilly ; aujourd'hui afin d'éviter de déplacer l'ensemble des personnes, les réunions de suivi de comptes des activités basées en région havraise ont lieu sur Harfleur.

Généralisation de l'utilisation du dégoudronnant bio

Le service sécurité prévoit en 2014 de généraliser l'utilisation du dégoudronnant bio à l'ensemble des activités de travaux liées à la mise en place d'enrobés. Ce produit testé sur notre agence d'Harfleur a donné satisfaction et a permis d'éviter l'utilisation de produits pouvant être nocifs et ayant un impact négatif sur l'environnement.

Lutte contre la corruption

Nouvelle procédure de suivi des sous-traitants

Dans le cadre de la gestion administrative de nos sous-traitants, une nouvelle procédure a été mise en place en fin d'année 2013.

Etape 1 : Les gestionnaires des agences sont en charge de récupérer l'ensemble des documents administratifs nécessaires à l'établissement du contrat de sous-traitance :

- ✓ L'extrait complet K bis ou du Registre des Métiers datant de moins de 3 mois,
- ✓ L'attestation d'Assurance Responsabilité Décennale par capitalisation 2014,
- ✓ L'attestation d'Assurance Responsabilité Civile 2014,
- ✓ L'attestation de la Caisse des Congés Payés certifiant la mise à jour des cotisations,
- ✓ L'état annuel des certificats fiscaux et sociaux,
- ✓ Le certificat de qualification professionnelle,
- ✓ L'attestation sur l'honneur de ne pas utiliser de personnel non salarié, non déclaré,
- ✓ Les moyens humains et matériels de la société,
- ✓ Ses références,
- ✓ La liste des opérations de construction en cours en précisant le montant des marchés,
- ✓ Le Relevé d'Identité Bancaire,
- ✓ L'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF.

Quand le dossier est complet, le gestionnaire enregistre ledit dossier dans un répertoire prévu à cet effet sur le portail informatique, met à jour le tableau de suivi à partir des éléments figurant dans le dossier et, il sollicite l'agrément auprès du service « Gestion de contrats ».

Etape 2 : le service « Gestion de contrats » agrée le sous-traitant via les notations précisées ci-dessous, sur la base des éléments renseignés dans le tableau de suivi et dans un délai maximum de 3 jours ouvrables.

Trois cas de notations possibles :

- Le sous-traitant est agréé sans risque identifié (note = 3)
Il est possible de travailler avec ce sous-traitant à conditions de :
 - réclamer l'attestation de vigilance (URSSAF) à la date de signature du contrat ;
 - la positionner dans le dossier du sous-traitant avec son authenticité obtenu via les code fourni ;
 - vérifier les capacités techniques et financières du sous-traitant ;
 - s'assurer que le sous-traitant ne travaille pas exclusivement pour notre société.
- Le sous-traitant est agréé avec risque identifié (note = 2)
Le chef d'agence mesure le risque pour définir les suites à donner.
- Le sous-traitant n'est pas agréé (note = 1).

L'objet de cette notation étant d'interdire de travailler avec les entreprises classées au rang 1 (sauf accord de la directrice des affaires financières) et d'éviter celles de rang 2 en fonction du risque encouru.

Etape 3 : le gestionnaire envoie la fiche d'ouverture de compte avec le RIB à la directrice des affaires financières. Si le sous-traitant a été noté, il sera créé en comptabilité, le cas échéant il sera bloqué et aucun paiement ne sera possible.

Une analyse des capacités financières des sous-traitants sera faite une fois dans l'année par la directrice des affaires financières (chiffre d'affaires/ effectifs/part du chiffre d'affaires avec notre société ...).